



BADILIKA DROITS HUMAINS/Asbi

Association congolaise pour la défense des droits humains, démocratie participative et la non-violence active

Alerte N°001/BDH /2022

Mise au point sur la situation des rebelles du M23 à Rutshuru/Jomba

La réapparition du M23 sur le sol congolais et ses attaques répétées contre les positions militaires congolaises suscitent une série de questions au sein de l'opinion locale après l'échec de cette rébellion en 2012, qui se réfugiait en Ouganda par contrainte de la force armée du gouvernement FARDC et après un accord de paix ayant été signé entre les deux parties (la RDC et les M23).

Qu'est-ce qui peut expliquer aujourd'hui leur présence sur le sol congolais alors que cette affaire a pris fin par l'accord de paix et dont les membres de cette rébellion sont actuellement dans le gouvernement congolais tel que voulu dans l'accord ? Ou ceux qui déstabilisent, pillent aujourd'hui et tuent les citoyens de Jomba ont-ils été membres du M23 pendant les accords ? Ou une nouvelle rébellion née soit en Ouganda ou au Rwanda ou une défection (instrumentalisation politique des ennemis de la paix) des ex-rebelles qui étaient intégrés dans l'armée congolaise ?

Depuis le mois d'octobre 2021 que l'armée révolutionnaire du Congo ARC, branche militaire du Mouvement politique du 23 Mars a commencé les attaques contre les positions militaires congolaises FARDC dans le groupement de Jomba surtout sur les collines de Runyonyi et Chanzu où les rebelles ont érigé leurs positions entre les volcans Mikeno-Sabinyo. Cette situation est à la base de déplacement de citoyens de Jomba estimé en plus de 158 476 habitants, qui se sont déplacés vers les groupements voisins (Bweza, Bukoma, Kisigari, Busanza, Rugari et Binza) et dont la majorité se réfugiait en Ouganda via l'agglomération frontalière de Bunagana.

Des crimes s'enregistrent depuis leur apparition à Jomba, plus de 10 citoyens sont sauvagement tués et de plus de 5 citoyens ont été blessés par les rebelles du M23 et des officiers militaires congolais ont perdu leur vie. Les vaches, chèvres, des dépôts agricoles vandalisés, les boutiques sont pillées tous les jours dans cette partie du territoire.

Les déplacés et les réfugiés citoyens de Jomba traversent une crise humanitaire dans les zones d'accueil. Des conditions d'hébergement et alimentaire sont très

désastreuses. L'insuffisance d'eau potable et difficulté d'accéder aux soins de santé. Cette crise humanitaire risque d'embrasser le territoire de Rutshuru, si les acteurs humanitaires et le gouvernement congolais ne viennent pas en aide, la région connaîtra une famine car les citoyens de Bwisha se ravitaillaient en nourriture à Jomba. Il faut signaler que les conditions de vie dans les familles ou certains déplacés ont été, accueil sont très précaire dont le revenu journalier est estimé en dessous de 1 dollars avec une capacité ménagère de 5 à 9 enfants.

Au regard, de la situation qui prévaut dans cette partie du territoire de Rutshuru, les citoyens de Bwisha passent les jours comme les nuits la peur au ventre craignant les attaques de ces rebelles, bien que l'armée loyaliste semble maîtrisée la situation mais l'ARC intensifie son rayon d'action.

Au moins plus de 6 six villages restent sous control de rebelles du M23 depuis lundi 28 mars, où ils tiennent les réunions populaires (meeting) pour tenter de convertir les citoyens. Cette situation ne rassure pas encore d'autres habitants qui sont actuellement en déplacement de rentrer dans leur village respectifs.

L'armée congolaise déterminée pour neutraliser les rebelles afin de remettre la paix et la sécurité la zone, mais le gouvernement central de la République démocratique du Congo garde jusque-là un silence sur la question des M23 et ses attaques, **une complicité ou Non?**

Enseignés par les réalités passées (les événements d'AFDL, RCD, CNDP M23), BADILIKA craigne de tuerie de masse, des disparitions forcées, des enlèvements, des violences sexuelle de masse, l'enrôlement forcé et des attaques contre les structures sanitaires, écoles et églises qui peuvent s'enregistré dans cette partie du pays.

C'est pourquoi l'organisation demande : sans délai au gouvernement FELIX et ses partenaires de se prononcer et de trouver une solution urgente pour d'empêcher les cahots ;

L'organisation demande aux parlementaires nationaux et les sénateurs d'user de leur moyen de défense pour empêcher les pures dont certains sont déjà commis contre les paisibles citoyens ;

Les organisations de la société civiles doivent non seulement établir des faits afin que les acteurs de crimes soient connues et répondre devant la justice mais aussi renforcer ses pressions auprès gouvernement de la RDC et ses partenaires pour trouver une solution à cette crise ;

L'armée congolaise FARDC doit censée ses exactions contre les citoyens non seulement en vue de restaurer la confiance mais aussi restaurer collaboration civilo-militaire.

Fait à kiwanja, le 04 Avril 2022

Pour l'Organisation

KAMBALE NGUKA Patrick

Secrétaire Exécutif

